

Recueil statistiques

XII^e LÉGISLATURE



Assemblée nationale



2006 - 2007



ISSN 1955 - 8201

Secrétariat général de l'Assemblée nationale
www.assemblee-nationale.fr

STATISTIQUES 2006-2007

La période couverte par le présent recueil débute le 2 octobre 2006, jour de l'ouverture de la session ordinaire de 2006-2007, et prend fin le 19 juin 2007, terme de la 12^e législature.

LISTE DES SIGLES, DES ABRÉVIATIONS ET DES SIGNES

GROUPES POLITIQUES

UMP	Groupe de l'Union pour un mouvement populaire.
Soc.	Groupe socialiste.
UDF	Groupe Union pour la démocratie française.
CR	Groupe des député-e-s communistes et républicains.
NI	Députés n'appartenant à aucun groupe (non-inscrits).
App.	Apparentés à un groupe.

COMMISSIONS PERMANENTES

AC	Commission des affaires culturelles, familiales et sociales.
AEE	Commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire.
AE	Commission des affaires étrangères.
DN	Commission de la défense nationale et des forces armées.
FI	Commission des finances, de l'économie générale et du plan.
LO	Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

DIVERS

adt(s).	Amendement(s).
al.	Alinéa.
Art.	Article.
A.V.	Abstention volontaire.
C.	Constitution : exemple « Art. 49. al. 3. C. » signifie article 49, alinéa 3, de la Constitution.
Cion	Commission.
CMP	Commission mixte paritaire.
Cor.	Corrigé.
DC	Décision du Conseil constitutionnel portant sur la conformité à la Constitution des dispositions législatives ou des engagements internationaux (application de l'art. 61 ou de l'art. 54 de la Constitution).
Gvt	Gouvernement.
J.O.	Journal officiel (Lois et décrets).
J.O. AN	Journal officiel débats de l'Assemblée nationale.
L.	Appréciation par le Conseil constitutionnel de la nature juridique des textes de forme législative (application de l'art. 37. al. 2 de la Constitution).
L.O.	Loi organique.
PAC	Projets ou propositions d'actes des Communautés européennes et de l'Union européenne soumis au Parlement (art. 88-4 de la Constitution).
Pj. AN.....	Projet de loi déposé en premier lieu à l'Assemblée nationale.
Pj. S.	Projet de loi déposé en premier lieu au Sénat.
Pn	Proposition de loi.
R.	Règlement de l'Assemblée nationale.
rect.	Rectifié.

SIGNES

-	Néant.
///	Impossibilité juridique ou pratique.

SOMMAIRE

1. COMPOSITION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE	7
1.1. EFFECTIFS DES GROUPES	8
1.2. MODIFICATIONS À LA COMPOSITION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE.....	9
1.2.1. Remplaçants devenus députés	9
1.2.2. Élections partielles	9
1.2.3. Sièges vacants	9
<i>ANNEXE I. – Liste des modifications à la composition de l'Assemblée nationale</i>	43
1.3. CONTESTATIONS D'OPÉRATIONS ÉLECTORALES	9
1.4. MISSIONS TEMPORAIRES CONFIEES PAR LE GOUVERNEMENT	10
<i>ANNEXE II. – Liste des missions temporaires confiées par le Gouvernement</i>	44
1.5. IMMUNITÉS PARLEMENTAIRES	10
1.5.1. Demandes d'autorisation de mesures privatives ou restrictives de liberté	10
1.5.2. Demandes de suspension de la détention ou de la poursuite	10
1.6. INCOMPATIBILITÉS PARLEMENTAIRES	10
2. BILAN D'ACTIVITÉ	11
2.1. CONGRÈS DU PARLEMENT	12
2.1.1. Projet de loi constitutionnelle modifiant l'article 77 de la Constitution.....	12
2.1.2. Projet de loi constitutionnelle portant modification du titre IX de la Constitution.....	12
2.1.3. Projet de loi constitutionnelle relatif à l'interdiction de la peine de mort.....	12
2.2. ACTIVITÉ GÉNÉRALE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE	13
2.2.1. Sessions et séances publiques	13
2.2.2. Impressions parlementaires	14
2.3. COMMISSIONS PERMANENTES ET SPÉCIALES	15
2.3.1. Travaux des commissions	15
<i>ANNEXE III. – Liste des missions d'évaluation et de contrôle, et des missions d'information</i>	45
2.3.2. Répartition par groupes des rapporteurs	16
2.3.2.1. Textes non budgétaires	16
2.3.2.2. Textes budgétaires	16
2.3.2.3. Rapports d'information	16
2.3.2.4. Rapports d'application	16
2.4. DÉLÉGATIONS ET OFFICES PARLEMENTAIRES	17
2.4.1. Délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne	17
2.4.1.1. Travaux de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne	17
2.4.1.2. Textes soumis en application de l'article 88-4 de la Constitution	17
<i>ANNEXE IV. – Liste des propositions de résolution sur des textes soumis en application de l'article 88-4 de la Constitution</i>	46
2.4.2. Autres délégations	17
2.4.3. Offices parlementaires	18

2.5. AUTRES COMMISSIONS	18
2.5.1. Commissions d'enquête	18
<i>ANNEXE V. – Liste et travaux des commissions d'enquête constituées</i>	47
2.5.2. Commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution	18
2.5.3. Commissions <i>ad hoc</i>	18
3. ÉTAT D'EXAMEN DES TEXTES	19
3.1. BILAN LÉGISLATIF	20
3.1.1. Projets de loi	20
3.1.2. Propositions de loi	21
3.1.3. Récapitulation	22
<i>ANNEXE VI. – Liste chronologique des lois promulguées</i>	48
3.2. TEMPS ÉCOULÉ ENTRE LE DÉPÔT ET L'ADOPTION DÉFINITIVE	22
3.3. RÉPARTITION PAR GROUPE DES PROPOSITIONS DE LOI	22
3.4. RÉPARTITION PAR GROUPE DES PROPOSITIONS DE RÉOLUTION	23
4. ÉLÉMENTS DE PROCÉDURE	25
4.1. MODALITÉS D'INSCRIPTION À L'ORDRE DU JOUR	26
4.1.1. Séances mensuelles d'initiative parlementaire	26
4.1.2. Ordre du jour complémentaire	26
4.2. PROCÉDURES D'EXAMEN SIMPLIFIÉES	26
4.2.1. Procédures d'examen simplifiées en application de l'article 106 R	26
4.2.2. Procédures d'examen simplifiées en application de l'article 107 R	26
4.3. MOTIONS DE PROCÉDURE	27
4.4. SECONDES DÉLIBÉRATIONS	27
4.5. COMMISSIONS MIXTES PARITAIRES ET DÉCLARATIONS D'URGENCE	28
4.5.1. Commissions mixtes paritaires	28
<i>ANNEXE VII. – Liste des commissions mixtes paritaires</i>	52
4.5.2. Déclarations d'urgence	28
4.6. AMENDEMENTS	29
4.6.1. Origine et sort des amendements	29
4.6.2. Part des amendements adoptés dans l'élaboration des textes définitifs	30
4.7. VOTES BLOQUÉS	30
4.8. PROCÉDURES DE VOTE	30
4.8.1. Scrutins	30
<i>ANNEXE VIII. – Liste chronologique des scrutins publics</i>	54
4.8.2. Vérifications du quorum	30
4.9. INCIDENTS DE SÉANCE	31
4.9.1. Rappels au Règlement	31
4.9.2. Faits personnels	31
4.9.3. Peines disciplinaires	31
4.10. DÉCISIONS DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL	31
<i>ANNEXE IX. – Liste des décisions du Conseil constitutionnel</i>	59

5. DÉCLARATIONS ET DÉBATS	33
5.1. DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT	34
<i>ANNEXE X. – Liste des déclarations du Gouvernement</i>	61
5.2. DÉBATS	34
6. ENGAGEMENTS DE RESPONSABILITÉ ET CENSURE	35
6.1. ENGAGEMENTS DE RESPONSABILITÉ DU GOUVERNEMENT	36
6.2. MOTIONS DE CENSURE	36
<i>ANNEXE XI. – Liste des engagements de responsabilité du Gouvernement et des motions de censure</i>	62
7. QUESTIONS	37
7.1. QUESTIONS ORALES	38
7.1.1. Répartition par groupes des questions au Gouvernement	38
7.1.2. Répartition par groupes des questions orales sans débat	38
7.2. QUESTIONS ÉCRITES	38
7.2.1. Répartition par groupes des questions écrites et des réponses publiées	38
7.2.2. Répartition par groupes des questions écrites « signalées »	39
<i>ANNEXES XII. – Répartition des réponses ministérielles aux questions orales</i>	63
– <i>Répartition des réponses ministérielles aux questions écrites</i>	64

1

COMPOSITION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

1. Composition de l'Assemblée nationale

1.1. Effectifs des groupes

Groupes	Au 2 octobre 2006			Au 19 juin 2007		
	Membres	Apparentés	Total	Membres	Apparentés	Total
Union pour un mouvement populaire.....	354	9	363	346	9	355
Socialiste.....	141	8	149	141	8	149
Union pour la démocratie française.....	27	3	30	26	3	29
Communiste et Républicain.....	22	–	22	21	–	21
Total des groupes	544	20	564	534	20	554
Députés non-inscrits.....	///	///	12	///	///	18
Total des sièges pourvus			576 ⁽¹⁾			572 ⁽²⁾
Sièges vacants.....	///	///	1	///	///	5 ⁽³⁾
Total des sièges			577			577

(1) Dont 75 femmes : 42 UMP, 25 Soc., 1 UDF, 4 CR, 3 NI.

(2) Dont 74 femmes : 41 UMP, 25 Soc., 1 UDF, 4 CR, 3 NI.

(3) En application de l'article LO 178 du code électoral, il n'y a pas d'élection dans les douze mois qui précèdent l'expiration des pouvoirs de l'Assemblée nationale (voir annexe I, p. 43).

1.2. Modifications à la composition de l'Assemblée nationale ⁽¹⁾

1.2.1. Remplaçants devenus députés : 7 (Art. L.O. 176-1 du code électoral)

Après :

– décès	–
– nomination à des fonctions ministérielles	6
– nomination au Conseil Constitutionnel	1
– prolongation au-delà de six mois d'une mission temporaire	–

1.2.2. Élections partielles : ///

En application de l'art L.O. 178, alinéa 2, du code électoral, il n'y a pas d'élection partielle dans les douze mois précédant l'expiration des pouvoirs de l'Assemblée nationale.

1.2.3. Sièges vacants au 19 juin 2007 : 5 ⁽²⁾

1.3. Contestations d'opérations électorales

Requêtes	Nombre	Total des sièges concernés
En instance au 2 octobre 2006	–	–
Enregistrées en cours de période	–	–
Requêtes :		
– devenues sans objet	–	–
– rejetées	–	–
– suivies d'annulation	–	–
En instance au 19 juin 2007	–	–

(1) Voir annexe I, p. 43.

(2) Il s'agit des sièges des 3^e circonscription de la Réunion, 2^e de la Manche, 8^e de Paris, 3^e de l'Yonne et 2^e de l'Allier.

1.4. Missions temporaires confiées par le Gouvernement ⁽¹⁾

Missions en cours au 2 octobre 2006	7
Missions confiées au cours de la période	–
Missions en cours au 19 juin 2007	–

1.5. Immunités parlementaires

1.5.1. Demandes d'autorisation de mesures privatives ou restrictives de liberté

Décision du Bureau de l'Assemblée nationale.....	–
--	---

1.5.2. Demandes de suspension de la détention ou de la poursuite

Décision de l'Assemblée nationale	–
---	---

1.6. Incompatibilités parlementaires

Décision du Conseil constitutionnel	1 ⁽²⁾
---	------------------

(1) Voir annexe II, p. 44.

(2) Décision 2006-22 I du 26 octobre 2006 et J.O. du 31 octobre 2006.

2

BILAN D'ACTIVITÉ

2. Bilan d'activité

2.1. Congrès du Parlement (Séances du 19 février 2007 ⁽¹⁾)

2.1.1. Projet de loi constitutionnelle modifiant l'article 77 de la Constitution (corps électoral en Nouvelle-Calédonie) ⁽²⁾

- Séance du matin. Durée 1 h 50.
- Adoption, par scrutin public, du projet de loi par 724 voix contre 90 sur 870 votants et 814 suffrages exprimés, la majorité requise des trois cinquièmes des suffrages exprimés étant de 489 voix ⁽³⁾.

2.1.2. Projet de loi constitutionnelle portant modification du titre IX de la Constitution (statut pénal du chef de l'État) ⁽²⁾

- Séance de l'après-midi. Durée 1 h 35.
- Adoption, par scrutin public, du projet de loi par 449 voix contre 203 sur 869 votants et 652 suffrages exprimés, la majorité requise des trois cinquièmes des suffrages exprimés étant de 392 voix ⁽⁴⁾.

2.1.3. Projet de loi constitutionnelle relatif à l'interdiction de la peine de mort ⁽²⁾

- Séance de l'après-midi. Durée 1 h 40.
- Adoption, par scrutin public, du projet de loi par 828 voix contre 26 sur 876 votants et 854 suffrages exprimés, la majorité requise des trois cinquièmes des suffrages exprimés étant de 513 voix ⁽⁵⁾.

⁽¹⁾ J.O. (Débats) du Congrès du 20 février 2007.

⁽²⁾ Décret du 9 février 2007 (J.O. du 10 février 2007).

⁽³⁾ Loi constitutionnelle n° 2007-237 du 23 février 2007.

⁽⁴⁾ Loi constitutionnelle n° 2007-238 du 23 février 2007.

⁽⁵⁾ Loi constitutionnelle n° 2007-239 du 23 février 2007.

2.2. Activité générale de l'Assemblée nationale

2.2.1. Sessions et séances publiques

SESSIONS	SÉANCES			RÉPARTITION DE LA DURÉE TOTALE					
	Nombre de jours de séance	Nombre de séances	Durée totale	Débats législatifs	Débats budgétaires ⁽¹⁾	Déclarations et censure	Questions	Résolutions	Divers
Session ordinaire de 2006-2007 ⁽²⁾ (séances du 2 octobre 2006 au 7 mars 2007)	66	150	560 h 20	362 h 40	132 h 45	1 h 15	60 h 10	-	3 h 30 ⁽³⁾
Total	66	150	560 h 20	362 h 40	132 h 45	1 h 15	60 h 10	-	3 h 30

(1) Concernant uniquement la première lecture du projet de loi de finances pour 2007.

(2) L'Assemblée nationale a suspendu ses travaux du 25 décembre 2006 au 7 janvier 2007, puis elle a décidé de s'ajourner à compter du 23 février 2007 jusqu'au 19 juin 2007, terme de la législature [à l'exception du 7 mars 2007 pour procéder à l'élection de son président] (élection présidentielle des 23 avril et 7 mai et élections législatives des 10 et 17 juin 2007).

(3) Dont la séance du 7 mars 2007 consacrée à l'élection de M. Patrick Ollier, Président de l'AN en remplacement de M. Jean-Louis Debré nommé membre du Conseil Constitutionnel.

2.2.2. Impressions parlementaires

Documents ⁽¹⁾	Non budgétaires		Budgétaires		Total	
	Nombre de documents	Nombre de pages	Nombre de documents	Nombre de pages	Nombre de documents	Nombre de pages
Allocutions	–	–	///	///	–	–
Messages du Président de la République	–	–	–	–	–	–
Déclarations du Gouvernement.....	1	12	///	///	1	12
Projets de loi.....	64	2 260	4	684	68	2 944
Propositions de loi	271	2 702	–	–	271	2 702
Propositions de résolution	24	256	–	–	24	256
Textes soumis en application de l'article 88-4 de la Constitution ⁽²⁾	–	–	–	–	–	–
Rapports législatifs ⁽³⁾	99	10 598	48	6 624	147	17 222
Rapports d'information ⁽⁴⁾	70	10 338	///	///	70	10 338
Autres rapports ⁽⁵⁾	14	2 134	///	///	14	2 134
Avis	8	808	55	3 544	63	4 362
TOTAL	551	29 108	107	10 852	658	39 960

(1) Le nombre de documents imprimés tient compte de l'édition des documents rectifiés.

(2) Les impressions des textes soumis en application de l'article 88-4 de la Constitution sont assurées par le Sénat durant la période couverte par ce recueil.

(3) Rapports sur les projets, propositions de loi et propositions de résolution.

(4) Rapports d'information des commissions permanentes, de délégations et des missions d'information.

(5) Rapports déposés par les offices et, le cas échéant, les commissions d'enquête, la commission des immunités ou les assemblées européennes et euro-atlantiques.

2.3. Commissions permanentes et spéciales

2.3.1 Travaux des commissions

	Affaires culturelles	Affaires économiques	Affaires étrangères	Défense nationale	Finances	Lois	Spéciales	Total
Réunions :								
Nombre	41	29	29	22	44	39		204
Durée	53 h 04	48 h 25	33 h 40	27 h 53	73 h 10	43 h 27		279 h 39
<i>dont examen budgétaire</i>	21 b 40	12 b 45	6 b 29	16 b 38	52 b 50	9 b 00		119 b 22
Auditions :								
Membres du Gouvernement	13	10	8	2	12	13	–	58
Autres personnalités	–	4	12	28	15	–	–	59
<i>dont auditions publiques :</i>								
- Membres du Gouvernement	12	3	1	–	8	2		26
- Autres personnalités	–	1	–	–	–	–		1
Total	13	14	20	30	27	13	–	117
Examen des textes								
Textes renvoyés en première lecture :								
Projets de loi	3	2	15	–	1	9	–	30
Propositions de loi	64	39	3	2	8	75	–	191
Propositions de résolution	3	6	–	–	2	7	–	18
<i>dont sur PAC</i>		3					–	3
Total	70	50	18	2	11	91	–	242
Textes adoptés définitivement :								
Projets de loi	10	3	30	1	2	15	–	61
Propositions de loi	4	2	–	–	1	3	–	10
Propositions de résolution	1	4	–	–	–	2	–	7
<i>dont sur PAC</i>	1	4	–	–	–	2	–	7
Total	15	9	30	1	3	20	–	78
Rapports déposés								
En première lecture :								
sur des projets de loi	7	1	30	2	2	12	–	54
sur des propositions de loi	8	4	–	–	1	3	–	16
sur des propositions de résolution	1	4	–	–	1	2	–	8
<i>dont sur PAC</i>	1	4	–	–	–	2	–	7
Total	16	9	30	2	4	17	–	78
<i>dont rapports conjoints</i>	–	1	–	–	–	1	–	2
En deuxième lecture et lectures suivantes :								
sur des projets de loi	1	1	–	–	–	4	–	6
sur des propositions de loi	1	–	–	–	–	–	–	1
Total	2	1	–	–	–	4	–	7
Rapports d'application (art. 86, al. 8)	5	3	–	–	–	2	–	10
Total des rapports	23	13	30	2	4	23		95
Annexes au rapport général	///	///	///	///	42	///	///	42
Avis								
sur le PLF de l'année	13	16	8	10	///	8	///	55
sur d'autres PLF	–	–	–	–	///	–	///	–
sur d'autres projets de loi	2	2	–	–	1	1	///	6
sur des propositions de loi	–	–	–	–	–	–	///	–
sur des propositions de résolution	–	–	–	–	–	–	///	–
<i>dont sur PAC</i>	–	–	–	–	–	–	///	–
Total	15	18	8	10	1	9	///	61
Missions d'information								
Rapports d'information déposés	7	5	7	5	5	–	///	29
Rapports d'information budgétaires	///	///	///	///	5	///	///	5

2.3.2. Répartition par groupe des rapporteurs

2.3.2.1. Textes non budgétaires

Rapporteurs ayant déposé leur rapport	UMP	Soc.	UDF	CR	NI	TOTAL
Commissions saisies au fond :						
– projets de loi.....	49	11	–	–	–	60
– propositions de loi.....	10	2	1	2	–	15
– propositions de résolution.....	7	–	–	1	–	8
<i>dont sur PAC</i>	7					7
Total	73	13	1	3	–	90
Commissions saisies pour avis :						
– projets de loi.....	6	–	–	–	–	6
– propositions de loi.....	–	–	–	–	–	–
– propositions de résolution.....	–	–	–	–	–	–
<i>dont sur PAC</i>	–	–	–	–	–	–
Total	6	–	–	–	–	6

2.3.2.2. Textes budgétaires

Rapporteurs ayant déposé leur rapport	UMP	Soc.	UDF	CR	NI	TOTAL
Commissions des finances :						
– rapporteur général.....	2	–	–	–	–	2
– rapporteurs spéciaux	30	8	3	1	–	42
Autres commissions (avis) :						
– sur la loi de finances annuelle.....	43	9	5	1	–	58
– sur les autres lois de finances	–	–	–	–	–	–

2.3.2.3. Rapports d'information ⁽¹⁾

Rapporteurs ayant déposé leur rapport	UMP	Soc.	UDF	CR	NI	TOTAL
– Rapports d'information des commissions permanentes	25	4	2	1	–	32
– Rapports d'information budgétaires.....	4	1	–	–	–	5

2.3.2.4. Rapports d'application ⁽²⁾

Rapporteurs ayant déposé leur rapport	UMP	Soc.	UDF	CR	NI	TOTAL
	10	–	–	–	–	10

(1) Ce tableau recense les rapporteurs d'information des six commissions permanentes, à l'exclusion des données relatives aux missions d'information créées par la Conférence des Présidents, à la mission d'évaluation et de contrôle ainsi qu'à la mission d'évaluation et de contrôle des lois de financement de la sécurité sociale qui sont présentées à l'annexe III du présent bulletin.

(2) Article 86, alinéa 8, du Règlement de l'Assemblée nationale.

2.4. Délégations et offices parlementaires

2.4.1. Délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne

2.4.1.1. Travaux de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne

Réunions		Auditions		Nombre de		
Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres personnalités	Rapports déposés	Textes examinés en application de l'article 88-4 de la Constitution	Propositions de résolution déposées
21	32 h 20	4	5	19 ⁽¹⁾	278	5

2.4.1.2. Textes soumis en application de l'article 88-4 de la Constitution ⁽²⁾

Textes en instance au 2 octobre 2006	533
Textes transmis durant la période	317
Textes retirés ou devenus définitifs	291
Textes en instance au 19 juin 2007.....	659

2.4.2. Autres délégations

Organismes	Réunions		Auditions		Nombre de rapports déposés
	Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres Personnalités	
Délégation à l'aménagement et au développement durable du territoire	1	1 h 00	–	–	–
Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes	9	9 h 35	–	8	2

(1) Dont 5 rapports d'information examinant, en application de l'article 151-1 du Règlement, l'ensemble des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution et concluant, pour certains d'entre eux, à des propositions de résolution.

(2) Voir annexe IV, p. 46, la liste des propositions de résolution adoptées sur des textes soumis en application de l'article 88-4 de la Constitution. Voir aussi, ci-après, 3.4 Répartition par groupe des propositions de résolution.

2.4.3. Offices parlementaires

Organismes	Réunions		Auditions		Nombre de rapports déposés
	Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres Personnalités	
Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques	15	61 h 20	5	89	7
Office parlementaire d'évaluation de la législation	–	–	–	–	1
Office parlementaire d'évaluation des politiques de santé	3	5 h 30	–	–	–

2.5. Autres commissions

2.5.1. Commissions d'enquête ⁽¹⁾

– Commissions constituées durant la période	–
– Rapports déposés	1

2.5.2. Commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution

Cette commission ne s'est pas réunie durant la période couverte par ce recueil.

2.5.3. Commissions *ad hoc*

Aucune commission *ad hoc* n'a été constituée durant la période couverte par ce recueil.

(1) Voir annexe V, p. 47, la liste et travaux des commissions d'enquête.

3

ÉTAT D'EXAMEN DES TEXTES

3. État d'examen des textes

3.1. Bilan législatif

3.1.1. Projets de loi

Textes pris en compte	Textes déposés en premier lieu		Total
	À l'Assemblée nationale	Au Sénat ⁽¹⁾	
Déposés en première lecture à l'Assemblée nationale depuis le 2 octobre 2006	19	25	44
En instance à l'Assemblée au 2 octobre 2006.....	99	16	115
En instance au Sénat au 2 octobre 2006	12	19	31
Total.....	130	60	190
Textes retirés.....	10	–	10
Total des textes pris en compte	120	60	180

Adoptions définitives		En première lecture	En deuxième lecture	En troisième lecture	En lectures suivantes	Sur rapport de CMP	Total
Textes déposés à l'Assemblée nationale	À l'Assemblée nationale	///	3	–	–	–	3
	Au Sénat	22	–	–	–	9	31
Textes déposés au Sénat	À l'Assemblée nationale	19	2	–	–	6	27
	Au Sénat	///	–	–	–	–	–
Total		41	5	–	–	15	61
Rejets		1	–	–	–	–	1 ⁽²⁾

En instance au 19 juin 2007		En première lecture	En deuxième lecture	En troisième lecture	En lectures suivantes	Sur rapport de CMP	Total
À l'Assemblée nationale		96	–	–	–	–	96
Au Sénat		22 ⁽³⁾	–	–	–	–	22
Total.....		118	–	–	–	–	118

(1) Il s'agit uniquement des projets de lois déposés au Sénat ayant fait l'objet d'au moins une lecture par celui-ci.

(2) Adoption de l'amendement de suppression de l'article unique du projet de loi modifiant la loi n° 73-6 du 3 janvier 1973 instituant un médiateur (cette disposition ayant été adoptée après l'article 6 du projet de loi relatif à la formation et responsabilité des magistrats, ce texte était devenu sans objet).

(3) Il s'agit uniquement des projets de loi déposés en premier lieu à l'Assemblée nationale et adoptés par celle-ci.

3.1.2. Propositions de loi

Textes pris en compte	Textes déposés en premier lieu		Total
	À l'Assemblée nationale	Au Sénat ⁽¹⁾	
Déposés en première lecture à l'Assemblée nationale depuis le 2 octobre 2006.....	186	9	195 ⁽²⁾
En instance à l'Assemblée nationale au 2 octobre 2006.....	1 337	60	1 397
En instance au Sénat au 2 octobre 2006.....	7	–	7
Total	1 530	69	1 599
Textes retirés.....	1	–	1
Total des textes pris en compte	1 529	69	1 598

Adoptions définitives		En première lecture	En deuxième lecture	En troisième lecture	En lectures suivantes	Sur rapport de CMP	Total
Textes déposés à l'Assemblée nationale	À l'Assemblée nationale	///	1	–	–	–	1 ⁽²⁾
	Au Sénat	1	–	–	–	–	1
Textes déposés au Sénat	À l'Assemblée nationale	6	–	–	–	–	6
	Au Sénat	///	2	–	–	–	2
Total.....		7	3	–	–	–	10
Rejets		4	–	–	–	–	4 ⁽⁴⁾

En instance au 19 juin 2007		En première lecture	En deuxième lecture	En troisième lecture	En lectures suivantes	Sur rapport de CMP	Total
À l'Assemblée nationale		1 576	1	–	–	–	1 577
Au Sénat		7 ⁽⁵⁾	–	–	–	–	7
Total.....		1 583	1	–	–	–	1 584

(1) Il s'agit uniquement des propositions de lois déposées au Sénat ayant fait l'objet d'au moins une lecture par celui-ci.

(2) Dont 12 propositions de loi constitutionnelle et propositions de loi organique.

(3) À ce chiffre, il convient d'ajouter une proposition de loi rapportée avec une proposition Sénat.

(4) Proposition de loi n° 3490 tendant à prévenir le surendettement (1^{re} séance du 12 décembre 2006) ; proposition de loi n° 3559 tendant à lutter contre les délocalisations et à favoriser l'emploi (1^{re} séance du 23 janvier 2007) ; proposition n° 3227 relative à la valorisation des pensions de retraite pour les personnes invalides (1^{re} séance du 23 janvier 2007) ; proposition n° 3465 visant à abroger le contrat nouvelles embauche (1^{re} séance du 6 février 2007).

(5) Il s'agit uniquement des propositions de loi déposées en 1^{er} lieu à l'Assemblée nationale et adoptées par celle-ci.

3.1.3. Récapitulation

	Textes pris en compte	Textes adoptés	Lois promulguées ⁽¹⁾
Projets de loi	180	61 ⁽²⁾	61
Propositions de loi	1 598	10	10
Total	1 778	71	71

3.2. Temps écoulé entre le dépôt et l'adoption définitive

		Moins d'1 mois	1 à 2 mois	2 à 3 mois	3 à 6 mois	6 à 12 mois	12 à 18 mois	18 à 24 ans	Plus de 2 ans	Durée moyenne
Projets	Dépôts Assemblée nationale	4	5	3	9	7	1	4	1	232 jours
	Dépôts Sénat	1	3	–	3	15	4	1	–	240 jours
Propositions	Dépôts Assemblée nationale	–	–	1	–	1	–	–	–	168 jours
	Dépôts Sénat	–	2	1	1	1	–	2	1	304 jours

3.3. Répartition par groupe des propositions de loi

Propositions	UMP	Soc.	UDF	CR	NI	Total
Enregistrées.....	138	25	17	6	–	186
Irrecevables au dépôt	–	–	–	–	–	–
Déposées	138	25	17	6	–	186
Retirées.....	1	–	–	–	–	1
Irrecevables en séance :						
– Art. 40 C	–	–	–	–	–	–
– Art. 41 C	–	–	–	–	–	–
Rejetées	–	1	1	2	–	4 ⁽³⁾
Adoptées définitivement	2	–	–	–	–	2 ⁽⁴⁾

(1) Voir annexe VI, p. 48, la liste chronologique des lois promulguées.

(2) Dont 31 projets de loi autorisant l'approbation de traités ou de conventions.

(3) Cf. note 4 (p. 21).

(4) À ce chiffre, il convient d'ajouter une proposition de loi rapportée avec une proposition Sénat.

3.4. Répartition par groupe des propositions de résolution

Propositions	UMP	Soc.	UDF	CR	NI	Total
Modification du Règlement :						
• déposées	1	–	–	–	–	1
• adoptées	–	–	–	–	–	–
Constitution de commission d'enquête :						
• déposées	1	5	1	10	–	17
• rejetées	–	–	–	–	–	–
• adoptées	–	–	–	–	–	–
Sur propositions d'actes communautaires ⁽¹⁾ :						
• déposées :						
– par un rapporteur de la délégation UE	4	1	–	–	–	5
– par un député	–	–	–	–	–	–
• rejetées	–	–	–	–	–	–
• considérées comme adoptées	7	–	–	–	–	7
• adoptées	–	–	–	–	–	–
Suspension de détention ou de poursuites :						
• déposées	–	–	–	–	–	–
• adoptées.....	–	–	–	–	–	–
Mise en accusation devant la Haute Cour de Justice :						
• déposées	–	–	–	–	–	–
• adoptées.....	–	–	–	–	–	–

(1) Voir annexe IV, page 46 la liste des propositions de résolutions sur des textes soumis en application de l'article 88-4 de la Constitution.

4

ÉLÉMENTS DE PROCÉDURE

4. Éléments de procédure

4.1. Modalités d'inscription à l'ordre du jour

4.1.1. Séances mensuelles d'initiative parlementaire en application de l'art. 48, al. 3, C

Nombre de séances	8
– soit en heures	17 h 35
Nombre de textes examinés	16⁽¹⁾
<i>dont :</i>	
– propositions de loi	16
– propositions de résolution	–
Nombre de débats	–

4.1.2. Ordre du jour complémentaire

Nombre de séances	–
– soit en heures	–
Nombre de textes examinés	–
<i>dont :</i>	
– propositions de loi	–
– propositions de résolution	–

4.2. Procédures d'examen simplifiées

4.2.1. Procédure d'examen simplifiée en application de l'article 106 R

Textes ayant fait l'objet d'une demande	–
– oppositions	–
Textes adoptés dans le cadre de cette procédure	–

4.2.2. Procédure d'examen simplifiée en application de l'article 107 R (traités ou conventions)

Textes ayant fait l'objet d'une demande	28
– oppositions	–
Textes adoptés dans le cadre de cette procédure	28

(1) Une proposition Sénat (n° 3427) et une proposition AN (n° 3414) visant à faciliter le transfert des ports maritimes aux groupements de collectivités ont fait l'objet d'un rapport commun.

4.3. Motions de procédure

(Art. 91 et 128 du Règlement) ⁽¹⁾

	Mises aux voix	Adoptées
Exception d'irrecevabilité	16	–
Question préalable	15	–
Renvoi en commission	13	–
Demande d'ajournement	–	–

4.4. Secondes délibérations

Demandes :

– du Gouvernement	7 ⁽²⁾
– d'une commission	3 ⁽²⁾
– d'un député	–

(1) Ces nombres concernent uniquement les motions déposées sur les textes examinés en séance publique, toutes lectures confondues.

(2) La 2^e partie du projet de loi de finances pour 2007 a fait l'objet d'une double demande.

4.5. Commissions mixtes paritaires et déclarations d'urgence

4.5.1. Commissions mixtes paritaires ⁽¹⁾

	Projets	Propositions	Total
1. Demandes, après :			
• Première lecture (urgence, lois de finances ou de financement de la sécurité sociale).....	13	–	13
• Deuxième lecture	2	–	2
• Lectures suivantes.....	–	–	–
Total.....	15	–	15
2. Rapports déposés :			
• Rapports positifs.....	15	–	15
• Rapports négatifs.....	–	–	–
Total.....	15	–	15
3. Suite de la procédure :			
• Adoption conforme sur le texte CMP	15	–	15
– dont à l'Assemblée nationale	6	–	6
• avec amendements.....	4	–	4
• sans amendement	2	–	2
– dont au Sénat	9	–	9
• avec amendements.....	4	–	4
• sans amendement	5	–	5
• Adoption conforme au Sénat en nouvelle lecture	–	–	–
• Adoption en lecture définitive	–	–	–
– dernier texte Assemblée nationale	–	–	–
• avec amendements.....	–	–	–
• sans amendement	–	–	–
– Texte CMP	–	–	–
• Textes restant en instance.....	–	–	–
Total.....	15	–	15

4.5.2. Déclarations d'urgence

Déclarations d'urgence	14
<i>dont :</i>	
– sur des projets de loi	14
– sur des propositions de loi	–

(1) Voir annexe VII, p. 52.

4.6. Amendements

4.6.1. Origine et sort des amendements

Amendements transmis à la Présidence ⁽¹⁾	Gouv.	Cions	Députés (auteur ou premier signataire)					Total
			UMP	Soc.	UDF	CR	NI	
Enregistrés	386	1 799	2 055	44 832	499	94 139	304	144 014 ⁽²⁾
Irrecevables au dépôt :								
– Art. 40 C ou L.O. relative aux lois de finances ou L.O relative au financement de la sécurité sociale ⁽³⁾	///	38	248	126	101	17 839	22	18 374
Irrecevables en séance :								
– Art. 40 C ou L.O. relative aux lois de finances ⁽³⁾	///	–	–	–	–	–	–	–
– Art. 41 C ⁽⁴⁾	///	–	–	–	–	–	–	–
– Art. 44 C ⁽⁵⁾	///	–	–	–	–	–	–	–
– Art. 98, alinéa 5 R ⁽⁶⁾	–	–	–	–	–	–	–	–
– Art. 127 R ⁽⁷⁾	–	–	–	–	–	–	–	–
Recevables	386	1 761	1 807	44 706	398	76 300	282	125 640
Retirés avant discussion	12	39	168	2 167	13	7 927	16	10 342
Adoptés	359	1 566	663	231	43	239	15	3 116

(1) Ces nombres concernent uniquement les amendements aux projets et propositions de loi examinés en séance publique, toutes lectures confondues.

(2) Dont 137 665 déposés sur le projet de loi relatif au secteur de l'énergie examiné lors de la session extraordinaire 2005-2006 et adopté lors de la présente session.

(3) Irrecevabilité financière : création ou aggravation d'une charge publique ou diminution des ressources publiques ou ne relevant pas du domaine de la loi de finances.

(4) Irrecevabilité des amendements ne relevant pas du domaine de la loi.

(5) Irrecevabilité des amendements non soumis antérieurement à la commission. Ces deux amendements ont été déposés sur le projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques.

(6) Irrecevabilité des amendements « hors du cadre » du projet ou de la proposition de loi.

(7) Irrecevabilité des amendements ne relevant pas du domaine de la loi organique.

4.6.2. Part des amendements adoptés dans l'élaboration des textes définitifs ⁽¹⁾

Nombre d'amendements adoptés ⁽²⁾	Aucun	1 à 10	11 à 20	21 à 50	51 à 100	101 à 150	151 à 200	Plus de 200
Nombre de textes définitifs.....	41 ⁽³⁾	6	5	2	3	4	3	7

4.7. Votes bloqués

Nombre de demandes –

4.8. Procédures de vote

4.8.1. Scrutins ⁽⁴⁾

Scrutins publics ordinaires.....	84
<i>dont :</i>	
– sur des motions de procédure	1
– sur le passage à la discussion des articles	3
– sur une demande de constitution de commission spéciale.....	–
– sur une demande de formation de l'Assemblée nationale en comité secret	–
– sur les conclusions de rejet par une commission d'une proposition de résolution	–
– sur des textes	80
Scrutins publics à la tribune.....	–
Scrutins publics dans les salles voisines de la salle des séances	3
<i>dont :</i>	
– à l'Assemblée nationale.....	–
– au Congrès du Parlement	3
Scrutins secrets (élection du Président de l'Assemblée nationale).....	1

4.8.2. Vérifications du quorum..... 1

(1) Voir aussi annexe VI, p. 48, liste chronologique des lois promulguées.

(2) Ces nombres concernent les amendements adoptés à l'Assemblée nationale, toutes lectures confondues.

(3) Dont 31 projets de loi autorisant l'approbation d'accords internationaux (art. 128 du Règlement).

(4) Dont 8 scrutins décidés en application de l'article 65-1 du Règlement. Voir annexe VIII, page 54, la liste chronologique des scrutins.

4.9. Incidents de séance

4.9.1. Rappels au Règlement	136
4.9.2. Faits personnels	1
4.9.3. Peines disciplinaires.....	–

4.10. Décisions du Conseil constitutionnel ⁽¹⁾

Application de l'article 37, alinéa 2, de la Constitution	4
Application de l'article 41 de la Constitution.....	–
Application de l'article 54 de la Constitution.....	–
Application de l'article 61, alinéa premier, de la Constitution.....	2
<i>Dont :</i>	
– <i>Lois organiques</i>	2
– <i>Règlement des Assemblées</i>	–
Application de l'article 61, alinéa 2, de la Constitution	10
Application des articles 74 et 74-1 de la Constitution.....	1
Autres décisions	–

(1) Voir annexe IX, p. 59.

5

DÉCLARATIONS ET DÉBATS

5. Déclarations et débats

5.1. Déclarations du Gouvernement ⁽¹⁾ 1

(Article 132 du Règlement)

dont :

- *avec débat* 1
- *sans débat* -

5.2. Débats

Application de l'article 143, alinéa 2, du Règlement -

(1) Voir annexe X, p. 61.

6

ENGAGEMENTS DE RESPONSABILITÉ ET CENSURE

6. Engagements de responsabilité et censure

6.1. Engagements de responsabilité du Gouvernement

Application de l'article 49, alinéa premier, de la Constitution.....	–
<i>dont :</i>	
– <i>sur son programme</i>	–
– <i>sur une déclaration de politique générale</i>	–
Application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution	–

6.2. Motions de censure

Application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution	–
Application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution	–

7

QUESTIONS

7. Questions

7.1. Questions orales

7.1.1. Répartition par groupes des questions au Gouvernement (36 séances)

Groupes	UMP	SOC	UDF	CR	NI	Total
Nombre de questions posées	252	108	36	36	4	436

7.1.2. Répartition par groupes des questions orales sans débat (8 séances)

Groupes	UMP	SOC	UDF	CR	NI	Total
Nombre de questions posées	113	49	15	16	4	197

7.2. Questions écrites

7.2.1. Répartition par groupes des questions écrites et des réponses publiées du 2 octobre 2006 au 19 juin 2007

Groupes	UMP	SOC	UDF	CR	NI	Total
Nombre de questions publiées	13 561	2 720	982	547	165	17 975
Nombre de questions après retrait.....	13 445	2 715	980	545	165	17 850
Nombre de réponses.....	12 282	2 793	1 088	578	141	16 882

7.2.2. Répartition par groupes des questions écrites « signalées » (18 semaines)

(Questions écrites n'ayant pas obtenu de réponse dans le délai de deux mois et « signalées » chaque semaine de la session ordinaire à l'attention du Gouvernement qui s'engage à apporter une réponse dans un délai maximum de dix jours.)

Groupes	UMP	SOC	UDF	CR	NI	Total
Nombre de questions	178	72	36	36	0	322

N.B. - La répartition des réponses des ministres aux questions orales et écrites figure en annexe XII.

ANNEXES

Annexe I

Modifications à la composition de l'Assemblée nationale

Remplaçant devenu député

Cause et date du remplacement	Député remplacé	Circonscription	Nom du remplaçant	Notification du remplacement
Nomination au Conseil constitutionnel – 4 mars 2007 (J.O. 6 mars 2007)	Jean-Louis Debré (UMP)	Eure (1 ^e)	Françoise Charpentier (UMP)	– 5 mars 2007 (J.O. 6 mars 2007)
Nomination à des fonctions ministérielles – 26 mars 2007 (J.O. 27 mars 2007)	Hervé Mariton (UMP)	Drôme (3 ^e)	Fabien Limonta (UMP)	– 27 avril 2007 (J.O. 28 avril 2007)

Siège vacant

Cause de la vacance	Député dont le mandat a cessé	Circonscription	Date de la vacance
Démission volontaire – 27 juin 2006 (J.O. 28 juin 2006)	André Thien Ah Koon (UMP)	La Réunion (3 ^e)	28 juin 2006 ⁽¹⁾
– 3 octobre 2006 (J.O. 4 octobre 2006)	René André (UMP)	Manche (2 ^e)	4 octobre 2006 ⁽¹⁾
– 1 ^{er} janvier 2007 (J.O. 2 janvier 2007)	Jean de Gaulle (UMP)	Paris (8 ^e)	1 ^{er} janvier 2007 ⁽¹⁾
– 28 février 2007 (J.O. 1 ^{er} mars 2007)	Philippe Auberger (UMP)	Yonne (3 ^e)	1 ^{er} mars 2007 ⁽¹⁾
– 15 mars 2007 (J.O. 16 mars 2007)	Daniel Goldberg (CR)	Allier (2 ^e)	16 mars 2007 ⁽¹⁾

(1) Aux termes du second alinéa de l'article L.O. 178 du code électoral, il n'est procédé à aucune élection partielle dans les douze mois qui précèdent l'expiration des pouvoirs de l'Assemblée nationale.

Annexe II

Missions temporaires confiées par le Gouvernement

Député concerné	Ministre concerné	Date du début et de la fin de la mission
Marcel BONNOT (UMP) Doubs	- Petites et moyennes entreprises, commerce, artisanat et professions libérales - Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche - Enseignement supérieur et recherche	11 avril 2006 - 10 octobre 2006
Didier MIGAUD (Soc.) Isère	- Budget et réforme de l'État	12 avril 2006 - 11 octobre 2006
Guy GEOFFROY (UMP) Seine-et-Marne	- Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche - Santé et solidarités - Sécurité sociale, personnes âgées, personnes handicapées et famille	27 avril 2006 - 26 octobre 2006
Yves SIMON (App. UMP) Allier	- Agriculture et pêche	15 juin 2006 - 14 décembre 2006
Richard MALLIÉ (UMP) Bouches-du-Rhône	- PME - Budget	16 juin 2006 - 15 décembre 2006
Vincent ROLLAND (UMP) Savoie	- Tourisme	28 juin 2006 - 3 novembre 2006
Valérie PÉCRESSE (UMP) Yvelines	- Sécurité sociale, personnes âgées, personnes handicapées et famille	10 août 2006 - 20 janvier 2007

Annexe III

Mission d'évaluation et de contrôle

Aucune réunion de la Mission d'évaluation et de contrôle ne s'est tenue durant la période couverte par ce recueil.

Mission d'évaluation et de contrôle des lois de financement de la sécurité sociale (M.E.C.S.S.)

Objet de la mission	Réunions		Auditions		N° et date de dépôt du rapport
	Nb	Durée	Membres du gouvernement	Autres	
Action sociale de la sécurité sociale et des collectivités territoriales	8	25 h 30	1	55	3739 20 février 2007
Suites données aux observations de la M.E.C.C.S.	1	1 h	-	-	3740 20 février 2007

Missions d'information communes à plusieurs commissions permanentes

Aucune mission d'information commune à plusieurs commissions permanentes n'a été constituée durant la période couverte par ce recueil.

Missions d'information créées en application de l'article 145, alinéa 3 du Règlement

Objet de la mission	Création de la mission	Nomination du bureau	Réunions		Auditions		N° et date de dépôt du rapport
			Nb	Durée	Membres du gouvernement	Autres	
<i>Interdiction du tabac dans les lieux publics</i>	2 mai 2006	9 mai 2006	13	30 h 00	1	119	3353 4 octobre 2006

Annexe IV

Propositions de résolution sur des textes soumis en application de l'article 88-4 de la Constitution

Propositions de résolution considérées comme définitives

Textes soumis en application de l'article 88-4 de la Constitution	Nos des propositions de résolution (n° du rapport, commission saisie au fond)	Considérées comme définitives le
Obtention d'une dérogation à l'Organisation Mondiale du Commerce en vue de favoriser l'accès des petites et moyennes entreprises aux marchés publics (E1285)	Nos 3395 (3437, AEE)	29 novembre 2006
Création du Fonds européen d'ajustement à la mondialisation (E 3102)	Nos 3446 (3454, AC)	6 décembre 2006
Réforme du volet interne de l'organisation commune des marchés dans le secteur de la banane (E 3266)	Nos 3444 (3452, AEE)	15 décembre 2006
Droits fondamentaux dans l'espace pénal européen (E2589, E3072, E3134)	Nos 3331 (3612, L)	7 février 2007
Réforme du secteur viticole européen (E 3184)	Nos 3644 (3699, AEE)	28 février 2007
Normes et procédures communes applicables dans les États membres au retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier (E2948)	Nos 3043 (3763, L)	7 mars 2007
Troisième paquet de sécurité maritime (E 3067, E 3074, E 3080, E 3081, E 3086, E 3091 et E 3092)	Nos 3595 (3750, AEE)	8 mars 2007

Annexe V

Liste des commissions d'enquête

Objet de la commission d'enquête	Date de la création	Date de la nomination du Bureau	N° et date de dépôt du rapport
<i>Influence des mouvements sectaires sur la santé des mineurs</i>	<i>28 juin 2006</i>	<i>29 juin 2006</i>	3507 12 décembre 2006

Travaux des commissions d'enquête

Objet de la commission d'enquête	Réunions		Audition	
	Nombre	Durée	Membres du gouvernement	Autres
Influence des mouvements sectaires sur la santé des mineurs	11	35 h 00	–	41

Annexe VI

Liste chronologique des lois promulguées (1) (2) (3)

1. 13 octobre 2006 – Loi n° 2006-1249 autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Slovénie en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales (ensemble un protocole) (J.O. du 14 octobre 2006) (Pj. AN).
2. 13 octobre 2006 – Loi n° 2006-1250 autorisant l'approbation de l'avenant sous forme d'échange de lettres modifiant la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Arménie en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (J.O. du 14 octobre 2006) (Pj. AN).
3. 13 octobre 2006 – Loi n° 2006-1251 autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (J.O. du 14 octobre 2006) (Pj. AN).
4. 13 octobre 2006 – Loi n° 2006-1252 autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre la République française et les États-Unis d'Amérique tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur les successions et sur les donations (J.O. du 14 octobre 2006) (Pj. AN).
5. 13 octobre 2006 – Loi n° 2006-1253 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Bulgarie relatif à la mise à disposition d'un immeuble à des fins de coopération culturelle (J.O. du 14 octobre 2006) (Pj. AN).
6. 13 octobre 2006 – Loi n° 2006-1254 autorisant la ratification du traité relatif à l'adhésion de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Union européenne (J.O. du 14 octobre 2006) (Pj. AN).
7. 13 octobre 2006 – Loi n° 2006-1255 autorisant l'approbation de l'accord-cadre entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne sur la coopération sanitaire transfrontalière (J.O. du 14 octobre 2006) (Pj. AN).
8. 23 octobre 2006 – Loi n° 2006-1294 portant diverses dispositions relatives aux arbitres (J.O. du 24 octobre 2006) (Pn S.).
9. 14 novembre 2006 – Loi n° 2006-1376 relative au contrôle de la validité des mariages (J.O. du 15 novembre 2006) (Pj. AN) (17 adts).
10. 17 novembre 2006 – Loi n° 2006-1406 autorisant l'approbation du protocole du 27 novembre 2003 établi sur la base de l'article 43, paragraphe 1, de la convention portant création d'un Office européen de police (convention Europol), modifiant ladite convention (J.O. du 21 novembre 2006) (Pj. S.).
11. 17 novembre 2006 – Loi n° 2006-1407 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française, le Gouvernement du Royaume de Norvège et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord relatif à la propriété commune d'un système de sauvetage sous-marin (J.O. du 21 novembre 2006) (Pj. S.).
12. 17 novembre 2006 – Loi n° 2006-1408 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse relatif au raccordement de l'autoroute A 35 à la route nationale N 2 entre Bâle et Saint-Louis (J.O. du 21 novembre 2006) (Pj. S.).
13. 7 décembre 2006 – Loi n° 2006-1537 relative au secteur de l'énergie (J.O. du 8 décembre 2006) (Pj. AN) (424 adts).
14. 18 décembre 2006 – Loi n° 2006-1615 ratifiant l'ordonnance n° 2006-1048 du 25 août 2006 relative aux sociétés anonymes coopératives d'intérêt collectif pour l'accession à la propriété (J.O. du 19 décembre 2006) (Pj. S.).
15. 21 décembre 2006 – Loi n° 2006-1640 de financement de la sécurité sociale pour 2007 (J.O. du 22 décembre 2006) (Pj. AN) (129 adts).
16. 21 décembre 2006 – Loi n° 2006-1666 de finances pour 2007 (J.O. du 27 décembre 2006) (Pj. AN) (210 adts).
17. 21 décembre 2006 – Loi n° 2006-1667 visant à faciliter le transfert des ports maritimes aux groupements de collectivités (J.O. du 27 décembre 2006) (Pn S.).

(1) Les lois dont la date est suivie d'un astérisque ont fait l'objet d'une décision du Conseil constitutionnel en application de l'article 61 de la Constitution.

(2) Voir les tomes 109 et 110 du Recueil des lois de l'Assemblée nationale pour les travaux préparatoires.

(3) Le titre de la loi est, s'il y a lieu, suivi du nombre d'amendements adoptés, toutes lectures confondues, par l'Assemblée nationale.

18. 21 décembre 2006 – Loi n° 2006-1668 portant création d'un ordre national des infirmiers (J.O. du 27 décembre 2006) (Pn AN) (33 adts).
19. 30 décembre 2006 – Loi n° 2006-1770 pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié et portant diverses dispositions d'ordre économique et social (J.O. du 30 décembre 2006) (Pj. AN) (159 adts).
20. 30 décembre 2006 – Loi n° 2006-1771 de finances rectificative pour 2006 (J.O. du 30 décembre 2006) (Pj. AN) (177 adts).
21. 30 décembre 2006 – Loi n° 2006-1772 sur l'eau et les milieux aquatiques (J.O. du 30 décembre 2006) (Pj. S.) (511 adts).
22. 4 janvier 2007 – Loi n° 2007-8 autorisant l'approbation de la convention d'assistance administrative mutuelle entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République azerbaïdjanaise pour la prévention, la recherche, la constatation et la sanction des infractions douanières (J.O. du 5 janvier 2007) (Pj. S.).
23. 4 janvier 2007 – Loi n° 2007-9 autorisant l'adhésion à la convention internationale sur le contrôle des systèmes antisalissure nuisibles sur les navires (ensemble quatre annexes et deux appendices), adoptée à Londres le 5 octobre 2001 (J.O. du 5 janvier 2007) (Pj. S.).
24. 4 janvier 2007 – Loi n° 2007-10 autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République tunisienne relative aux obligations de service national en cas de double nationalité, ainsi qu'à l'échange de lettres franco-tunisien du 17 juin 1982 relatif à cette convention (J.O. du 5 janvier 2007) (Pj. S.).
25. 4 janvier 2007 – Loi n° 2007-11 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et l'Agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar relatif à l'établissement à Paris d'une délégation de l'Agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar et à ses privilèges et immunités sur le territoire français (ensemble une annexe) et de l'avenant n° 1 à cet accord (J.O. du 5 janvier 2007) (Pj. S.).
26. 18 janvier 2007 – Loi n° 2007-65 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérative du Brésil relatif à la construction d'un pont routier sur le fleuve Oyapock reliant la Guyane française et l'État de l'Amapá (J.O. du 20 janvier 2007) (Pj. AN).
27. 30 janvier 2007 – Loi n° 2007-127 ratifiant l'ordonnance n° 2005-1040 du 26 août 2005 relative à l'organisation de certaines professions de santé et à la répression de l'usurpation de titres et de l'exercice illégal de ces professions et modifiant le code de la santé publique (J.O. du 1^{er} février 2007) (Pj. AN) (15 adts).
28. 31 janvier 2007 – Loi n° 2007-128 tendant à promouvoir l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives (J.O. du 1^{er} février 2007) (Pj. S.) (2 adts).
29. 31 janvier 2007 – Loi n° 2007-129 autorisant la ratification de la convention internationale contre le dopage dans le sport (J.O. du 1^{er} février 2007) (Pj. AN).
30. 31 janvier 2007 – Loi n° 2007-130 de modernisation du dialogue social (J.O. du 1^{er} février 2007) (Pj. AN) (8 adts).
31. 31 janvier 2007 – Loi n° 2007-131 relative à l'accès au crédit des personnes présentant un risque aggravé de santé (J.O. du 1^{er} février 2007) (Pj. AN) (11 adts).
32. 2 février 2007 – Loi n° 2007-147 relative à l'action extérieure des collectivités territoriales et de leurs groupements (J.O. du 6 février 2007) (Pn S.).
33. 2 février 2007 – Loi n° 2007-148 de modernisation de la fonction publique (J.O. du 6 février 2007) (Pj. AN) (81 adts).
34. 7 février 2007 – Loi n° 2007-166 autorisant l'approbation de l'accord de coopération entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part, pour lutter contre la fraude et toute autre activité illégale portant atteinte à leurs intérêts financiers (J.O. du 9 février 2007) (Pj. S.).
35. 7 février 2007 – Loi n° 2007-167 autorisant l'approbation des accords sous forme d'échange de lettres relatifs à la fiscalité des revenus de l'épargne entre le Gouvernement de la République française et les territoires dépendants et associés du Royaume-Uni et des Pays-Bas (J.O. du 9 février 2007) (Pj. S.).
36. 19 février 2007 – Loi n° 2007-209 relative à la fonction publique territoriale (J.O. du 21 février 2007) (Pj. S.) (102 adts).
37. 19 février 2007 – Loi n° 2007-210 portant réforme de l'assurance de protection juridique (J.O. du 21 février 2007) (Pn S.).
38. 19 février 2007 – Loi n° 2007-211 instituant la fiducie (J.O. du 21 février 2007) (Pn S.).
39. 20 février 2007 – Loi n° 2007-212 portant diverses dispositions intéressant la Banque de France (J.O. du 21 février 2007) (Pn S.) (4 adts).
40. 21 février 2007 – Loi organique n° 2007-223 portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer (J.O. du 22 février 2007) (Pj. S.) (405 adts).

-
41. 21 février 2007 – Loi n° 2007-224 portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer (J.O. du 22 février 2007) (Pj. S.).
 42. 23 février 2007 – Loi constitutionnelle n° 2007-237 modifiant l'article 77 de la Constitution (J.O. du 24 février 2007) (Pj. AN) (2 adts).
 43. 23 février 2007 – Loi constitutionnelle n° 2007-238 portant modification du titre IX de la Constitution (J.O. du 24 février 2007) (Pj. AN) (5 adts).
 44. 23 février 2007 – Loi constitutionnelle n° 2007-239 relative à l'interdiction de la peine de mort (J.O. du 24 février 2007) (Pj. AN).
 45. 26 février 2007 – Loi n° 2007-246 relative aux modalités de dissolution de la mutuelle dénommée Société nationale « Les Médailleurs militaires » (J.O. du 27 février 2007) (Pn AN).
 46. 26 février 2007 – Loi n° 2007-247 autorisant l'approbation de l'accord de sécurité sociale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Corée (J.O. du 27 février 2007) (Pj. AN).
 47. 26 février 2007 – Loi n° 2007-248 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine du médicament (J.O. du 27 février 2007) (Pj. AN) (51 adts).
 48. 26 février 2007 – Loi n° 2007-254 relative aux règles d'urbanisme applicables dans le périmètre de l'opération d'intérêt national de La Défense (J.O. du 27 février 2007) (Pn S.).
 49. 1^{er} mars 2007 – Loi n° 2007-272 autorisant l'approbation du protocole à la convention de 1979 sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance relatif à la réduction de l'acidification, de l'eutrophisation et de l'ozone troposphérique (ensemble neuf annexes) (J.O. du 27 février 2007) (Pj. AN).
 50. 1^{er} mars 2007 – Loi n° 2007-273 autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg portant rectification de la frontière franco-luxembourgeoise suite, d'une part, à la convention-cadre instituant la coopération relative au développement transfrontalier liée au projet Esch-Belval et, d'autre part, à la convention relative à la réalisation d'infrastructures liées au site de Belval-Ouest (J.O. du 27 février 2007) (Pj. AN).
 51. 5 mars 2007 – Loi organique n° 2007-287 relative au recrutement, à la formation et à la responsabilité des magistrats (J.O. du 6 mars 2007) (Pj. AN) (42 adts).
 52. 5 mars 2007 – Loi n° 2007-288 modifiant les articles 414-8 et 414-9 du code pénal (J.O. du 6 mars 2007) (Pj. AN).
 53. 5 mars 2007 – Loi n° 2007-289 portant modifications du code de justice militaire et du code de la défense (J.O. du 6 mars 2007) (Pj. AN) (13 adts).
 54. 5 mars 2007 – Loi n° 2007-290 instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale (J.O. du 6 mars 2007) (Pj. S.) (177 adts).
 55. 5 mars 2007 – Loi n° 2007-291 tendant à renforcer l'équilibre de la procédure pénale (J.O. du 6 mars 2007) (Pj. AN) (83 adts).
 56. 5 mars 2007 – Loi n° 2007-292 relative à la Commission nationale consultative des droits de l'homme (J.O. du 6 mars 2007) (Pj. AN) (6 adts).
 57. 5 mars 2007 – Loi n° 2007-293 réformant la protection de l'enfance (J.O. du 6 mars 2007) (Pj. S.) (111 adts).
 58. 5 mars 2007 – Loi n° 2007-294 relative à la préparation du système de santé à des menaces sanitaires de grande ampleur (J.O. du 6 mars 2007) (Pn S.) (13 adts).
 59. 5 mars 2007 – Loi n° 2007-297 relative à la prévention de la délinquance (J.O. du 7 mars 2007) (Pj. S.) (249 adts).
 60. 5 mars 2007 – Loi n° 2007-298 autorisant l'approbation du protocole n° 2 à la convention-cadre européenne sur la coopération transfrontalière des collectivités ou autorités territoriales relatif à la coopération interterritoriale (J.O. du 7 mars 2007) (Pj. S.).
 61. 5 mars 2007 – Loi n° 2007-299 autorisant l'approbation de l'accord entre l'Agence spatiale européenne et certains de ses États membres concernant le lancement de fusées-sondes et de ballons (J.O. du 7 mars 2007) (Pj. S.).
 62. 5 mars 2007 – Loi n° 2007-300 autorisant la ratification de la convention de Budapest relative au contrat de transport de marchandises en navigation intérieure (CMNI) (J.O. du 7 mars 2007) (Pj. S.).
 63. 5 mars 2007 – Loi n° 2007-301 autorisant l'approbation du protocole additionnel à la convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel concernant les autorités de contrôle et les flux transfrontières de données (J.O. du 7 mars 2007) (Pj. S.).

-
64. 5 mars 2007 – Loi n° 2007-302 autorisant la ratification du traité relatif au Corps européen et au statut de son Quartier général entre la République française, la République fédérale d'Allemagne, le Royaume de Belgique, le Royaume d'Espagne et le Grand-Duché de Luxembourg (J.O. du 7 mars 2007) (Pj. S.).
65. 5 mars 2007 – Loi n° 2007-303 autorisant la ratification du protocole additionnel au traité entre la République française, le Royaume d'Espagne, la République italienne, la République portugaise portant statut de l'EUROFOR (J.O. du 7 mars 2007) (Pj. S.).
66. 5 mars 2007 – Loi n° 2007-304 autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Fédération de Russie relatif à une coopération en matière de destruction des stocks d'armes chimiques en Fédération de Russie (J.O. du 7 mars 2007) (Pj. S.).
67. 5 mars 2007 – Loi n° 2007-305 autorisant la ratification de l'accord entre la République française et la République fédérale d'Allemagne relatif à la construction d'un pont ferroviaire sur le Rhin à Kehl (J.O. du 7 mars 2007) (Pj. AN).
68. 5 mars 2007 – Loi n° 2007-306 autorisant la ratification de l'accord euro-méditerranéen relatif aux services aériens entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et le Royaume du Maroc, d'autre part (J.O. du 7 mars 2007) (Pj. S.).
69. 5 mars 2007 – Loi n° 2007-307 autorisant l'approbation de l'accord de sécurité sociale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Japon (J.O. du 7 mars 2007) (Pj. AN).
70. 5 mars 2007 – Loi n° 2007-308 portant réforme de la protection juridique des majeurs (J.O. du 7 mars 2007) (Pj. AN) (256 adts).
71. 5 mars 2007 – Loi n° 2007-309 relative à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur (J.O. du 7 mars 2007) (Pj. S.) (103 adts).

Annexe VII

Commissions mixtes paritaires

Textes	Date de nomination	Discussion du rapport Première assemblée saisie	Suite de la procédure
Secteur de l'énergie Pj. AN n° 3201 <i>Urgence</i> Après 1 ^{re} lecture	26 octobre 2006	7 novembre 2006 Assemblée nationale	8 novembre 2006 Adoption conforme au Sénat
Financement de la sécurité sociale pour 2007 Pj. AN n° 3362 Après 1 ^{re} lecture	20 novembre 2006	28 novembre 2006 Assemblée nationale (5 adts)	30 novembre 2006 Adoption conforme au Sénat
Développement de la participation et de l'actionnariat salarié Pj. AN n° 3175 + Lettre rectificative n° 3337 <i>Urgence</i> Après 1 ^{re} lecture	15 novembre 2006	5 décembre 2006 Assemblée nationale (1 adt)	14 décembre 2006 Adoption conforme au Sénat
Loi de finances pour 2007 Pj. AN n° 3341 Après 1 ^{re} lecture	13 décembre 2006	19 décembre 2006 Assemblée nationale (13 adts)	19 décembre 2006 Adoption conforme au Sénat
Eau et milieux aquatiques Pj. S. n° 2276 (2 ^e rect.) Après 2 ^e lecture	15 décembre 2006	20 décembre 2006 Sénat (1 adt)	20 décembre 2006 Adoption conforme à l'Assemblée nationale
Loi de finances rectificative pour 2006 Pj. AN n° 3447 Après 1 ^{re} lecture	6 décembre 2006	21 décembre 2006 Assemblée nationale (3adts)	21 décembre 2006 Adoption conforme au Sénat
Dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer Pj. org. S. n° 3404 <i>Urgence</i> Après 1 ^{re} lecture	25 janvier 2007	7 février 2007 Sénat	7 février 2007 Adoption conforme à l'Assemblée nationale
Dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer Pj. S. n° 3405 <i>Urgence</i> Après 1 ^{re} lecture	25 janvier 2007	7 février 2007 Sénat (4 adts)	7 février 2007 Adoption conforme à l'Assemblée nationale
Dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine du médicament Pj. AN n° 3062 <i>Urgence</i> Après 1 ^{re} lecture	25 janvier 2007	6 février 2007 Assemblée nationale	14 février 2007 Adoption conforme au Sénat
Modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur Pj. S. n° 3460 <i>Urgence</i> Après 1 ^{re} lecture	7 février 2007	22 février 2007 Sénat (2 adts)	22 février 2007 Adoption conforme à l'Assemblée nationale
Recrutement, formation et responsabilité des magistrats Pj. org. AN n° 3391 <i>Urgence</i> Après 1 ^{re} lecture	8 février 2007	22 février 2007 Assemblée nationale	22 février 2007 Adoption conforme au Sénat

Textes	Date de nomination	Discussion du rapport Première assemblée saisie	Suite de la procédure
Renforcement de l'équilibre de la procédure pénale Pj. AN n° 3393 <i>Urgence</i> Après 1 ^{re} lecture	13 février 2007	22 février 2007 Assemblée nationale	22 février 2007 Adoption conforme au Sénat
Prévention de la délinquance Pj. S. n° 3338 Après 2 ^e lecture	15 février 2007	22 février 2007 Sénat	22 février 2007 Adoption conforme à l'Assemblée nationale
Réforme de la protection juridique des majeurs Pj. AN n° 3462 <i>Urgence</i> Après 1 ^{re} lecture	16 février 2007	22 février 2007 Assemblée nationale	22 février 2007 Adoption conforme au Sénat
Droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale Pj S. n° 3656 <i>Urgence</i> Après 1 ^{re} lecture	22 février 2007	22 février 2007 Sénat (3 adts)	22 février 2007 Adoption conforme à l'Assemblée nationale

Annexe VIII

Liste chronologique des scrutins

1. Scrutins secrets à la tribune

Scrutin pour l'élection du Président de l'Assemblée nationale (séance du 7 mars 2007).

Nombre de votants	267
Bulletins blancs ou nuls	18
Suffrages exprimés	249
Majorité absolue	125
ont obtenu : – M. Patrick OLLIER	248
– Autres suffrages	1

2. Scrutins publics dans les salons

– Congrès du parlement

N° de scrutin	Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN	Résultats		
			P	C	A.V.
1092	19.02	projet de loi constitutionnelle modifiant l'article 77 de la Constitution.	724	90	56
1093	19.02	projet de loi constitutionnelle portant modification du titre IX de la Constitution.	449	203	217
1094	19.02	projet de loi constitutionnelle relatif à l'interdiction de la peine de mort.	828	26	22

3. Scrutins publics ordinaires

N° de scrutin	Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN	Résultats		
			P	C	A.V.
1007*	03.10	l'ensemble du projet de loi relatif au secteur de l'énergie.	327	212	8
1008	04.10	l'amendement n° 52 de M. Gremetz à l'article 1 ^{er} du projet de loi pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié (versement d'un « dividende-travail » uniquement si une négociation débouchant sur un accord salarial a eu lieu au cours de l'année précédente).	1	20	0
1009	05.10	l'amendement n°181 de M. Tian à l'article 3 du projet de loi pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié (développement de la participation dans les groupements d'intérêt économique).	15	4	1
1010	05.10	le sous-amendement n° 328 de M. Gremetz à l'amendement n° 84 rectifié de la commission des affaires culturelles à l'article 4 du projet de loi pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié (généralisation des comités de suivi des accords).	5	19	0
1011	05.10	l'amendement n° 330 rectifié du Gouvernement à l'article 6 du projet de loi pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié (prise en compte des déficits antérieurs pour le calcul de la réserve spéciale de participation).	17	2	1
1012	05.10	les amendements n° 23 de M. Balligand et n° 59 de M. Gremetz tendant à supprimer l'article 12 du projet de loi pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié (transfert d'un CET vers un PEE ou un PERCO).	3	7	0
1013	05.10	les amendements n° 107 de M. Ollier et n° 311 de la commission des affaires culturelles après l'article 14 du projet de loi pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié (adaptation par accord collectif de travail des modalités d'information du comité d'entreprise et des salariés).	11	1	5
1014	10.10	les amendements n° 131 de la commission des affaires culturelles et n° 11 de la commission des affaires économiques après l'article 21 du projet de loi pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié (insertion dans le champ de la formation professionnelle des actions de formation aux dispositifs d'épargne salariale).	30	5	0

(*) Scrutin décidé en Conférence des Présidents en application de l'article 65-1 du Règlement.

N° de scrutin	Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN	Résultats		
			P	C	A.V.
1015	10.10	les amendements n° 130 (2 ^e rectification, de la commission des affaires culturelles et n° 10 (2 ^e rectification, de la commission des affaires économiques après l'article 21 du projet de loi pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié (création d'un crédit d'impôt au bénéfice des petites entreprises).	26	5	0
1016	10.10	l'amendement n° 66 de M. Gre Metz avant l'article 37 du projet de loi pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié (suppression des stock-options).	5	21	0
1017	10.10	l'amendement n° 2 de M. Balladur avant l'article 37 du projet de loi pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié (conditions d'exercice des options d'achat d'actions attribuées aux mandataires sociaux ou aux membres du directoire).	21	4	0
1018	10.10	les amendements n° 177 de M. Gre Metz et n° 202 de M. Nayrou tendant à supprimer l'article 44 du projet de loi pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié (entrée en bourse des clubs professionnels de football).	5	17	0
1019	10.10	les amendements n° 193 de M. Giro et n° 223 de M. Deniaud à l'article 45 du projet de loi pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié (ouverture du dispositif chèque-transport au secteur des particuliers employeurs).	1	19	0
1020*	11.10	l'ensemble du projet de loi pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié.	348	113	0
1021	12.10	l'ensemble de la proposition de loi tendant à réprimer la contestation de l'existence du génocide arménien.	106	19	4
1022	19.10	l'amendement n° 87 de M. Brard après l'article 4 du projet de loi de finances pour 2007 (prise en compte des oeuvres d'art dans l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune).	6	16	2
1023*	24.10	l'ensemble de la première partie du projet de loi de finances pour 2007.	348	198	7
1024	25.10	l'amendement n° 239 de M. Dubernard après l'article 12 du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2007 (durée de travail hebdomadaire dans le secteur de l'hôtellerie-restauration à 39 heures).	47	10	0
1025	26.10	l'amendement n° 422 rectifié du Gouvernement après l'article 69 du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2007 (contrôle de l'ouverture des droits aux prestations sous conditions de ressources).	20	2	0
1026*	31.10	l'ensemble du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2007.	310	101	3
1027*	07.11	l'ensemble du projet de loi relatif au secteur de l'énergie (texte de la commission mixte paritaire).	315	191	6
1028	09.11	l'amendement n° 15 rectifié de la commission des finances après l'article 60 du projet de loi de finances pour 2007 (mission « travail et emploi » : apprentissage et insertion professionnelle des jeunes dans le BTP).	23	1	5
1029	15.11	l'amendement n° 235 de M. Rochebloine à l'état B du projet de loi de finances pour 2007 (mission anciens combattants).	18	59	3
1030	15.11	l'amendement n° 236 de M. Rochebloine à l'état B du projet de loi de finances pour 2007 (mission anciens combattants).	20	51	0
1031*	21.11	l'ensemble du projet de loi de finances pour 2007.	356	189	6
1032	23.11	l'article 7 du projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2005-1040 du 26 août 2005 relative à l'organisation de certaines professions de santé et à la répression de l'usurpation de titres et de l'exercice illégal de ces professions et modifiant le code de la santé publique.	49	4	0
1033	23.11	l'amendement n° 1 du Gouvernement après l'article 10 du projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2005-1040 du 26 août 2005 relative à l'organisation de certaines professions de santé et à la répression de l'usurpation de titres et de l'exercice illégal de ces professions et modifiant le code de la santé publique (modification de certaines dispositions législatives relatives aux soins psychiatriques sans consentement).	38	18	0
1034	23.11	l'ensemble du projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2005-1040 du 26 août 2005 relative à l'organisation de certaines professions de santé et à la répression de l'usurpation de titres et de l'exercice illégal de ces professions et modifiant le code de la santé publique.	36	22	0

(*) Scrutin décidé en Conférence des Présidents en application de l'article 65-1 du Règlement.

N° de scrutin	Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN	Résultats		
			P	C	A.V.
1035	23.11	l'amendement n° 376 de M. Blazy avant l'article premier du projet de loi relatif à la prévention de la délinquance (contractualisation des moyens de sécurité affectés à une commune).	22	34	0
1036	24.11	l'amendement n° 376 de M. Blazy avant l'article premier du projet de loi relatif à la prévention de la délinquance (contractualisation des moyens de sécurité affectés à une commune).	11	18	1
1037	27.11	les amendements n° 33 de M. Mamère, n° 303 de M. Vaxès et n° 699 de M. Blazy tendant à supprimer l'article 5 du projet de loi relatif à la prévention de la délinquance (partage de l'information entre les professionnels de l'action sociale, le maire et le président du conseil général).	7	18	0
1038	27.11	l'amendement n° 680 rectifié de Mme Adam à l'article 5 du projet de loi relatif à la prévention de la délinquance (désignation de l'autorité élue habilitée à recueillir les informations collectées par les professionnels de l'action sociale).	12	18	0
1039	27.11	l'amendement n° 388 de M. Blazy à l'article 5 du projet de loi relatif à la prévention de la délinquance (limitation du bénéfice du dispositif de l'article 5 aux maires qui mènent une action sociale au profit de leurs administrés).	12	19	0
1040	27.11	l'amendement n° 102 rectifié de la commission des affaires culturelles à l'article 5 du projet de loi relatif à la prévention de la délinquance (amendement rédactionnel).	18	12	0
1041	27.11	l'amendement n° 389 de M. Blazy à l'article 5 du projet de loi relatif à la prévention de la délinquance (limitation du bénéfice du dispositif de l'article 5 aux maires qui mènent une action sociale au profit de leurs administrés).	12	17	0
1042	27.11	l'amendement n° 702 de Mme Adam à l'article 5 du projet de loi relatif à la prévention de la délinquance (limitation de la transmission des informations confidentielles aux autorités par les travailleurs sociaux).	10	19	0
1043	27.11	l'amendement n° 392 de M. Blazy à l'article 5 du projet de loi relatif à la prévention de la délinquance (confidentialité des données nominatives).	10	25	0
1044	27.11	l'article 5 du projet de loi relatif à la prévention de la délinquance (partage de l'information entre les professionnels de l'action sociale, le maire et le président du conseil général).	25	13	1
1045	27.11	les amendements n° 304 de M. Vaxès et n° 705 de M. Blazy tendant à supprimer l'article 6 du projet de loi relatif à la prévention de la délinquance (création et attributions du conseil pour les droits et devoirs des familles).	12	18	0
1046	28.11	le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2007 (texte de la commission mixte paritaire).	87	23	0
1047	28.11	l'article 6 du projet de loi relatif à la prévention de la délinquance (création et attributions du conseil pour les droits et devoirs des familles).	25	18	3
1048	28.11	l'article 7 du projet de loi relatif à la prévention de la délinquance (saisine du juge des enfants par le maire en matière de tutelle aux prestations familiales).	47	15	3
1049	28.11	l'article 8 du projet de loi relatif à la prévention de la délinquance (rappel à l'ordre par le maire).	38	15	2
1050	29.11	l'amendement n° 108 de la commission des affaires culturelles, saisie pour avis, à l'article 9 du projet de loi relatif à la prévention de la délinquance (caractère exclusivement informatif de la communication des élèves domiciliés dans la commune).	10	30	2
1051	29.11	l'article 9 du projet de loi relatif à la prévention de la délinquance (information du maire sur l'absentéisme scolaire).	28	9	1
1052	30.11	l'amendement n° 410 de M. Jean-Marie Le Guen après l'article 16 du projet de loi relatif à la prévention de la délinquance (création d'une commission nationale de protection de l'enfance dans les médias).	10	23	4
1053	30.11	l'article 17 du projet de loi relatif à la prévention de la délinquance (protection des mineurs vis à vis des messages pornographiques ou violents - lutte contre la pédophilie sur Internet).	28	8	0
1054	30.11	le sous-amendement n° 738 de M. Lagarde à l'amendement n°101 du Gouvernement après l'article 26 du projet de loi relatif à la prévention de la délinquance (définition du guet-apens - création du délit d'embuscade).	3	21	4
1055	30.11	l'amendement n°101 du Gouvernement après l'article 26 du projet de loi relatif à la prévention de la délinquance (définition du guet-apens - création du délit d'embuscade).	27	8	0
1056	30.11	l'amendement n° 413 de M. Dubernard avant l'article 27 du projet de loi relatif à la prévention de la délinquance (injonction thérapeutique).	8	16	0
1057	30.11	l'amendement n° 662 de M. Jean-Marie Le Guen à l'article 28 du projet de loi relatif à la prévention de la délinquance (requalification pénale de l'usage de cannabis).	6	10	3

N° de scrutin	Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN	Résultats		
			P	C	A.V.
1058	30.10	l'amendement n° 416 de M. Jean-Marie Le Guen après l'article 18 du projet de loi relatif à la prévention de la délinquance (obligation de soins et période d'observation).	6	14	0
1059	01.12	l'amendement n° 632 de la commission des lois après l'article 39 du projet de loi relatif à la prévention de la délinquance (possibilité pour la juridiction des mineurs d'écarter l'excuse de minorité).	17	8	0
1060	01.12	l'amendement n° 631 rectifié de la commission des lois modifié par les sous-amendements n° 713 rectifié du Gouvernement et 715 rectifié de M. Goasguen après l'article 45 du projet de loi relatif à la prévention de la délinquance (motivation expresse du choix de la peine prononcée en cas de récidive légale ou de réitération d'infraction).	11	6	0
1061*	05.12	l'ensemble du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la prévention de la délinquance.	340	163	28
1062	05.12	l'amendement n° 13 de M. Gremetz avant l'article premier du projet de loi de modernisation du dialogue social (organisation d'une élection professionnelle de représentativité).	6	26	0
1063	05.12	l'amendement n° 15 rectifié de M. Gremetz avant l'article premier du projet de loi de modernisation du dialogue social (remise en cause du principe de faveur).	5	24	0
1064	05.12	l'amendement n° 23 de M. Vidalies avant l'article premier du projet de loi de modernisation du dialogue social (remise en cause du principe de faveur).	6	24	0
1065	06.12	l'amendement n° 2 de M. de Courson repris par M. Gremetz à l'article premier du projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, portant ratification de l'ordonnance n° 2006-1048 du 25 août 2006 relative aux sociétés anonymes coopératives d'intérêt collectif pour l'accession à la propriété (statut de la SOFIAP).	2	32	0
1066	06.12	l'amendement n° 38 de M. Censi à l'article premier du projet de loi de modernisation du dialogue social (application au niveau intersectoriel des professions agricoles et libérales de la procédure de concertation).	15	13	0
1067	07.12	le sous-amendement n° 362 de M. Dionis du Séjour à l'amendement n° 55 (2 ^e rectification) de M. Diefenbacher après l'article 23 du projet de loi de finances rectificative pour 2006 (usage des huiles végétales pures comme carburant par les entreprises de transports en commun).	16	27	1
1068	07.12	l'amendement n° 55 (2 ^e rectification) de M. Diefenbacher après l'article 23 du projet de loi de finances rectificative pour 2006 (usage des huiles végétales pures comme carburant par les collectivités territoriales).	40	0	0
1069	12.12	le passage à la discussion des articles de la proposition de loi tendant à prévenir le surendettement.	31	45	0
1070*	12.12	l'ensemble du projet de loi de modernisation du dialogue social.	283	0	125
1071	12.12	l'amendement n° 332 de M. Dionis du Séjour à l'article 14 du projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques (deuxième lecture) (autorisation groupée pour le prélèvement d'eau).	52	1	3
1072	13.12	l'amendement n° 230 de M. Launay à l'article 26 du projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques (deuxième lecture) (modulation des aides publiques en fonction du mode de gestion du service de l'eau).	17	32	0
1073	13.12	les amendements n° 124 de la commission des affaires économiques et n° 211 de M. Rouault tendant à supprimer l'article 28 bis du projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques (deuxième lecture) (Fonds départemental pour l'alimentation en eau et l'assainissement).	45	8	3
1074	13.12	l'amendement n° 3 de M. Le Fur avant l'article unique du projet de loi constitutionnelle complétant l'article 77 de la Constitution (reconnaissance des langues régionales).	44	57	9
1075	13.12	l'amendement n° 340 de M. Dionis du Séjour à l'article 37 du projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques (deuxième lecture) (seuil franchise des 40 premières UGB par exploitation d'un GAEC pour le calcul de la redevance élevage).	17	28	2
1076	13.12	l'amendement n° 342 de M. Dionis du Séjour à l'article 37 du projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques (deuxième lecture) (libre choix de l'outil de mesure des quantités d'eau prélevées par un agriculteur).	5	35	0
1077	19.12	l'ensemble du projet de loi tendant à renforcer l'équilibre de la procédure pénale.	23	0	6

(*) Scrutin décidé en Conférence des Présidents en application de l'article 65-1 du Règlement.

N° de scrutin	Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN	Résultats		
			P	C	A.V.
1078	20.12	l'ensemble du projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques (texte de la commission mixte paritaire).	50	8	0
1079	11.01	les amendements n° 29 de Mme Fraysse, n° 36 de M. Evin, n° 44 de M. Prél et n° 80 de Mme Billard tendant à supprimer l'article 29 du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine du médicament (habilitation à prendre par ordonnances des dispositions dans le domaine du médicament).	6	17	0
1080	23.01	le passage à la discussion des articles de la proposition de loi relative à la revalorisation des pensions de retraite pour les personnes invalides.	25	49	0
1081	24.01	l'amendement n° 474 rectifié du Gouvernement à l'article 7 du projet de loi organique, adopté par le Sénat, portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer (création d'un siège de député à Saint-Barthélemy).	31	4	0
1082	24.01	l'amendement n° 475 du Gouvernement à l'article 7 du projet de loi organique, adopté par le Sénat, portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer (création d'un siège de député à Saint-Martin).	24	3	0
1083	30.01	l'exception d'irrecevabilité opposée par M. Ayrault au projet de loi, adopté par le Sénat, après déclaration d'urgence, relatif à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur.	13	50	0
1084	31.01	l'amendement n° 237 de M. Dionis du Séjour à l'article 5 du projet de loi, adopté par le Sénat, après déclaration d'urgence, relatif à la télévision du futur (report de la date d'extinction de la diffusion hertzienne terrestre analogique à la fin de validité des licences de TF1 et de M6).	7	35	0
1085	31.01	les amendements n° 115 de M. Dutoit, n° 166 de M. Mathus et n° 242 de M. Dionis du Séjour à l'article 5 du projet de loi, adopté par le Sénat, après déclaration d'urgence, relatif à la télévision du futur (suppression du bénéfice d'une chaîne compensatoire).	7	30	0
1086	31.01	l'amendement n° 176 de M. Mathus à l'article 9 du projet de loi, adopté par le Sénat, après déclaration d'urgence, relatif à la télévision du futur (chaînes de télévision indépendantes).	8	37	2
1087	31.01	les amendements n° 126 de M. Dutoit et n° 182 de M. Mathus tendant à supprimer l'article 11 du projet de loi, adopté par le Sénat, après déclaration d'urgence, relatif à la télévision du futur (interopérabilité).	7	31	0
1088	31.01	l'amendement n° 184 de M. Mathus après l'article 14 du projet de loi, adopté par le Sénat, après déclaration d'urgence, relatif à la télévision du futur (accès des sociétés de télévision aux procédures des marchés publics).	7	34	0
1089	31.01	l'amendement n° 185 de M. Mathus après l'article 14 du projet de loi, adopté par le Sénat, après déclaration d'urgence, relatif à la télévision du futur (dispositif anti-concentration).	2	30	0
1090	06.02	le passage à la discussion de l'article unique de la proposition de loi visant à abroger le contrat de travail nouvelles embauches.	93	126	0

Annexe IX

Décisions du Conseil Constitutionnel

Caractère législatif ou réglementaire des textes de forme législative

(Application de l'article 37, alinéa 2 de la Constitution)

Texte	Origine et date de la saisine	Numéro et date de la décision	Journal officiel	Décision
Nature juridique de l'article L. 388 du code électoral en tant qu'il rend applicable l'article L. 9 du même code à certaines élections en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna	Premier ministre 20.10.2006	2006-205 L du 26.10.2006	31.10.2006	Domaine réglementaire
Nature juridique des alinéas 7 et 12 de l'article 2428 du code civil, ainsi que des mots : « au treizième alinéa » figurant à son alinéa 16	Premier ministre 20.11.2006	2006-207 L 23.11.2006	28.11.2006	Domaine réglementaire
Nature juridique des mots : « commissaire du gouvernement » figurant aux articles L. 7 et L. 522-1 du code de justice administrative	Premier ministre 24.11.2006	2006-208 L 30.11.2006	03.12.2006	Domaine réglementaire
Nature juridique de dispositions du code rural et de la loi n° 91-1407 du 31 décembre 1991	Premier ministre 10.05.2007	2007-209 L du 24 mai 2007	26.05.2007	Domaine réglementaire

Conformité à la Constitution des lois organiques et des règlements des Assemblées parlementaires

(Application de l'article 61, alinéa premier de la Constitution)

Texte	Origine et date de la saisine	Numéro et date de la décision	Journal officiel	Décision
Loi organique portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer	Premier ministre	2007-547 DC du 15.02.2007	22.02.2007	Contraire
Loi organique relative au recrutement, à la formation et à la discipline des magistrats	Premier ministre	2007-551 DC du 01.03.2007	06.03.2007	Contraire

Conformité à la Constitution des lois ordinaires

(Application de l'article 61, alinéa 2 de la Constitution)

Texte	Origine et date de la saisine	Numéro et date de la décision	Journal officiel	Décision
Loi relative au contrôle de la validité des mariages	Plus de 60 députés 18.10.2006 Plus de 60 sénateurs 18.10.2006	2006-542 DC du 09.11.2006	15.11.2006	Conforme
Loi relative au secteur de l'énergie	Plus de 60 députés 13.11.2006 Plus de 60 sénateurs 14.11.2006	2006-543 DC du 30.11.2006	08.11.2006	Partiellement contraire
Loi de financement de la sécurité sociale pour 2007	Plus de 60 députés 01.12.2006 Plus de 60 sénateurs 05.12.2006	2006-544 DC du 14.12.2006	22.12.2006	Partiellement contraire
Loi pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié et portant diverses dispositions d'ordre économique et social	Plus de 60 députés 18.12.2006	2006-545 DC du 28.12.2006	31.12.2006	Partiellement contraire
Loi ratifiant l'ordonnance n° 2005-1040 du 26 août 2005 relative à l'organisation de certaines professions de santé et à la répression de l'usurpation de titres et de l'exercice illégal de ces professions et modifiant le code de la santé publique	Plus de 60 députés 12.01.2007	2007-546 DC du 25.01.2007	01.02.2007	Partiellement contraire
Loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine du médicament	Plus de 60 députés 14.02.2007 Plus de 60 sénateurs 14.02.2007	2007-549 DC du 19.02.2007	27.02.2007	Partiellement contraire
Loi relative aux règles d'urbanisme applicables dans le périmètre de l'opération d'intérêt national de la Défense et portant création d'un établissement public de gestion du quartier d'affaires de la Défense	Plus de 60 sénateurs 09.02.2007	2007-548 DC du 22.02.2007	28.02.2007	Conforme
Loi relative à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur	Plus de 60 députés 23.02.2007 Plus de 60 sénateurs 23.02.2007	2007-550 DC 27.02.2007	07.03.2007	Conforme
Loi portant réforme de la protection juridique des majeurs	Plus de 60 sénateurs 23.02.2007	2007-552 DC 01.03.2007	07.03.2007	Partiellement contraire
Loi relative à la prévention de la délinquance	Plus de 60 députés 26.02.2007 Plus de 60 sénateurs 26.02.2007	2007-553DC 03.03.2007	07.03.2007	Partiellement contraire

Dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'Outre-mer

(Application des articles 74 et 74-1 de la Constitution)

Texte	Origine et date de la saisine	Numéro et date de la décision	Journal officiel	Décision
Compétences fiscales en Polynésie française	Président de l'Assemblée de la Polynésie française 02.04.2007	2007-1 LOM du 03.05.2007	04.05.2007	Matière ressortissant à la compétence de l'État

Annexe X

Déclarations du Gouvernement

Avec débat :

Date	Objet	Ministre
12 décembre 2006	Déclaration du Gouvernement préalable au Conseil européen des 14 et 15 décembre 2006	- M. Philippe Douste-Blazy, ministre des Affaires étrangères - Mme Catherine Colonna, ministre déléguée aux Affaires européennes

Annexe XI

Engagements de responsabilité et censure

Engagement de responsabilité sur le vote d'un texte

(Application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution)

Aucun engagement de responsabilité n'a eu lieu durant la période couverte par ce recueil.

Motion de censure

(Application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution)

Aucune motion de censure n'a été déposée durant la période couverte par ce recueil.

Annexe XII

Répartition des réponses ministérielles aux questions orales et écrites

Répartition des réponses ministérielles aux questions orales

Ministres	Réponses aux questions	
	Questions au Gouvernement	Questions orales sans débat
Premier ministre : D. de Villepin	10	0
Affaires étrangères : P. Douste-Blazy	18	3
Affaires européennes : Mme C. Colonna.	7	0
Agriculture et pêche : D. Bussereau	16	10
Aménagement du territoire : C. Estrosi	21	10
Anciens combattants : H. Mékachéra	2	1
Budget et réforme de l'État : J.F. Copé	25	5
Cohésion sociale et parité : Mme C. Vautrin	16	2
Collectivités territoriales : B. Hortefeux	5	2
Commerce extérieur : Mme C. Lagarde	2	0
Coopération, développement et francophonie : Mme B. Girardin	5	0
Culture et communication : R. Donnedieu de Vabres	5	2
Défense : Mme M. Alliot-Marie.....	6	5
Écologie : Mme N. Olin	11	11
Économie : T. Breton	33	9
Éducation nationale : G. de Robien	27	20
Emploi, cohésion sociale et logement : J.L. Borloo	26	8
Emploi, travail et insertion professionnelle des jeunes : G. Larcher	30	8
Enseignement supérieur et recherche : F. Goulard	9	1
Fonction publique : C. Jacob	6	0
Industrie : F. Loos	29	9
Intérieur et aménagement du territoire : N. Sarkozy	17	15
Jeunesse et sports : J.F. Lamour	5	0
Justice : P. Clément	10	2
Outre-mer : F. Baroin	9	0
PME, commerce, artisanat et professions libérales : R. Dutreil	3	2
Promotion de l'égalité des chances : A. Begag	0	0
Relations avec le Parlement : H. Cuq	1	0
Santé et solidarités : X. Bertrand	36	25
Sécurité sociale, personnes âgées, personnes handicapées et famille : P. Bas	27	15
Tourisme : L. Bertrand	1	0
Transports, équipement, tourisme et mer : D. Perben	18	32
Total	436	197

Répartition des réponses ministérielles aux questions écrites

Départements ministériels	Nombre de réponses
Premier ministre	83
Affaires étrangères	757
Affaires européennes	353
Agriculture et pêche	1 336
Budget, comptes publics et fonction publique	802
Culture et communication	258
Défense	807
Écologie, développement et aménagement durables	1 735
Économie, finances et emploi	3 119
Éducation nationale.....	1 231
Enseignement supérieur et recherche	152
Immigration, intégration, identité nationale et codéveloppement	0
Intérieur, outre-mer et collectivités territoriales	1 391
Justice	887
Logement et ville.....	0
Prospectives et évaluation des politiques publiques	0
Relations avec le Parlement	2
Santé, jeunesse et sports	2 968
Solidarités actives contre la pauvreté	0
Transports	0
Travail, relations sociales et solidarité	1 001
Total	18 647